



Le Crépuscule

du matin N°54 30 Octobre 2014 Prix : 50 francs

Organe de liaison du Parti Communiste du Bénin

Directeur de Publication : Philippe NOUDJENOUME -- Rédacteur en Chef : Jean Kokou ZOUNON

GRANDE MARCHÉ A COTONOU

LE PEUPLE DE COTONOU DANS LA RUE POUR CONSACRER LA FIN DU POUVOIR DE YAYI BONI ET EXIGER LA TENUE DES ELECTIONS A BONNE DATE SUR LA BASE D'UNE LISTE ELECTORALE ALTERNATIVE FIABLE

Répondant à l'appel des partis politiques (PCB, UN, AC), le peuple de Cotonou est descendu massivement dans les rues ce mercredi 29 octobre 2014, lors d'une gigantesque marche allant de la Place de l'Etoile à la Place Lénine pour crier son ras-le-bol au pouvoir dictatorial de Yayi Boni. Cet appel a été entendu et soutenu par la Convention Patriotiques des Forces de Gauche, les Confédérations et Centrales Syndicales (CSTB, CSA, CGTB, COSI-BENIN, FESYNTRA-FINANCE), des Organisations de jeunes, l'UNSEB notamment et des organisations de femmes. Ils étaient 15 à 20 mille Cotonnois et Cotonnoises à marcher, sous un soleil ardent, au son de musiques envoutantes de fanfares et autres groupes d'animation, tout ceci ponctué de slogans hostiles au pouvoir fini de YAYI Boni. Cotonou résonnait de : **Non à la LEPI truquée – Non au Cos-Lépi - Non au report des élections – Oui à une Liste Alternative Ad' hoc – Nous voulons des élections crédibles. YAYI BONI Dégage – YAYI BONI, tu es fini, fais ta valise etc....**

Les passants formaient comme des haies d'honneur tout au long cortège des marcheurs et manifestaient leur soutien par des applaudissements et la reprise en chœur des slogans. Des femmes apportaient spontanément et gratuitement de l'eau fraîche en sachets (pure water) aux marcheurs. Le soutien populaire fut plus manifeste, plus massif et plus chaleureux, lors de la traversée du Marché Dantokpa. Les forces de l'ordre postées le long du cortège faisaient leur travail sans agressivité et dans la bonne humeur.

La marche fut conclue par un meeting géant à la place Lénine, noire de monde. Outre les Secrétaires généraux des Confédérations syndicales, des représentants d'organisations de femmes dont Mme Thérèse WAOUNWA, les représentants des partis signataires de l'appel à la marche (pour le PCB, Philippe NOUDJENOUME, Séraphin AGBAHOUNGBATA pour Alternative Citoyenne et Mrs Gaston ZOSSOU, Idji KOLAWOLE pour l'Union fait la Nation) se sont succédé à la tribune pour saluer les manifestants, proclamer la fin du pouvoir de YAYI Boni, affirmer la nécessité d'une liste alternative fiable et la tenue des élections à bonne date. Philippe NOUDJENOUME, dans un discours très ovationné, après avoir félicité et encouragé les manifestants à poursuivre jusqu'à la victoire, dénoncera la Lépi, le Cos-Lépi pour une liste alternative ad 'doc, la seule qui peut être fiable. On notera que contrairement aux autres intervenants, Mr Idji KOLAWOLE au nom de l'UN a réclamé un soutien pour le Cos-Lépi, ce quarteron de députés en position de juges et parties qui, en complicité avec le gouvernement, mènent le peuple en bateau autour d'une Lépi inexistante.

De l'avis de tous les participants, ce qui s'est passé aujourd'hui (29 octobre 2014), apparait comme un premier pas du peuple béninois pour se prendre en charge, prendre ses responsabilités pour sortir le pays de l'impasse actuelle.

Les participants ne se sont pas trompés en scandant le mot d'ordre « Révolution ». Après les luttes intenses des travailleurs, étudiants et élèves en janvier-mai, après les soulèvements d'octobre de Péhunco, de Boukombé, le peuple se sent de plus en plus confiant dans ses forces pour que sa volonté s'érige en loi. Et effectivement, c'est cela la Révolution. Alors, manifestement, d'autres initiatives et d'autres marches sont appelées.

Cotonou le 29 octobre 2014

Reportage de Basile (participant à la marche)

PROPOSITION POUR UNE LISTE ALTERNATIVE AD HOC. DECLARATION

1°- Tout le monde sait qu'il n'existe pas de Liste Electorale Permanente Informatisée (LEPI). Ce machin fabriqué par le pouvoir de Yayi Boni avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) s'est révélé l'une des plus grandes opérations frauduleuses de notre pays.

2°- L'unanimité se fait de plus en plus - au regard des déclarations- que la tentative de correction de cette fameuse LEPI par le COS-Lépi se révèle aussi comme une opération impossible, trompe-œil, une arnaque de haute volée dont le peuple est seul victime. D'une part, elle se découvre ouvertement comme un exercice permettant à des partis et députés (mouvance et opposition parlementaire confondus) qui la conduisent à travers le Cos-Lépi, de constituer des trésors de guerre pour faire face aux prochaines échéances électorales, d'où la surenchère continue du COS-LEPI à propos d'un budget, adopté nulle part, mais extensible à l'infini. D'autre part, de permettre à ces députés et partis (mouvance et opposition parlementaire confondus) de se constituer chacun dans son fief des réserves de listes frauduleuses pour les prochaines échéances notamment législatives. Ce qui montre ouvertement l'incongruité de confier la confection de listes électorales pour l'élection des députés à des députés en cours de mandat parlementaire et en plus candidats à réélection parlementaire. Ce qui fait d'eux, des juges et parties, des concurrents déloyaux.

De toutes les façons, la liste qui sort d'une Lépi inexistante ne peut dès lors qu'être truquée. Une liste dérivée de celle de la Lépi frauduleuse est également truquée. Et c'est là qu'apparaît véritablement l'impasse dans laquelle le pouvoir de Boni Yayi dans toutes ses ramifications institutionnelles (gouvernement, parlement, Cour constitutionnelle, Cour suprême) a conduit le peuple : l'impossibilité d'élections démocratiques, transparentes et crédibles avec les institutions et la liste actuelles.

Tout le monde et notamment les organisations signataires de l'appel à la marche du 29 octobre reconnaissent à travers leur appel que *«toutes les Institutions du pays ont tourné le dos au peuple, violent la démocratie allègrement. Elles ont donc conduit le peuple dans l'impasse afin de perpétuer le chaos et de répéter les K.O électoraux »*

3°- Comment sortir de cette impasse ?

Le bon sens et toute la pratique humaine indiquent que pour sortir d'une impasse, il faut quitter le système qui l'a engendrée. Autrement on tourne en rond en s'enfonçant à chaque tour davantage dans l'abîme. Ici ce qui a engendré l'impasse, c'est la décision anticonstitutionnelle de la Cour Constitutionnelle qui fait d'une liste, un simple instrument électoral (la LEPI), une condition constitutionnelle de la tenue des élections au Bénin. Il faut considérer que tout le système de gouvernance au Bénin a fait faire au pays du gâchis (dans ce domaine électoral comme partout ailleurs) et décider résolument de s'engager dans une autre voie. Il faut refaire une liste en dehors de celle du Cos-Lépi. *Notre proposition consiste à confectionner une liste ad 'hoc, une nouvelle liste à partir des villages et quartiers de ville, sous la responsabilité de la CENA en concertation avec les représentants de partis politiques toutes tendances confondues représentés ou non au parlement.*

C'est pourquoi face à l'impasse, les partis et organisations démocratiques ci-dessous signataires de la présente déclaration et participant à la présente marche du 29 Octobre 2014 disent *« Non à la Lépi truquée ! Non au Cos-Lépi ! Oui à une liste alternative fiable!, une Liste Ad 'hoc ! Non au couplage des élections dans les conditions actuelles »*

Si on veut vraiment la paix, si on veut vraiment éviter le chaos au Bénin, la seule alternative, c'est la liste alternative ad hoc, seule proposition consensuelle permettant de sortir de l'impasse.

Les Partis et Organisations membres de la Convention Patriotique des Forces de Gauche et le Parti du Salut, signataires de la présente déclaration appellent par conséquent tous les démocrates, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les paysans, la société civile à travers leurs organisations respectives à poursuivre la lutte pour une liste électorale ad 'hoc, la seule qui peut être fiable.

Cotonou, le 28 octobre 2014

Ont signé

Convention Patriotique des Forces de Gauche (CPFPG) – Philippe NOUDJENQUME

Parti Communiste du Bénin (PCB)
Jean Kokou ZOUNON

Parti du Salut (PS) –
Damien ALAHASSA

Parti Social Démocrate (PSD – Le Belier)
Nestor GUEDENON

Creuset pour le Développement et le Progrès (CDP) –
Luc G. AGNANKPE

Encore une fois, de la différence entre le pouvoir actuel et le pouvoir des travailleurs et des peuples.

Par Jean Kokou ZOUNON

Aujourd'hui, l'immense majorité du peuple ainsi que des partis et organisations politiques, syndicales reconnaissent que le pays est dans le gouffre et que le pouvoir de Boni YAYI est fini.

Les critiques et les dénonciations contre le pouvoir de Boni Yayi fusent de toutes parts contre les violations quotidiennes des libertés, les manipulations des textes, les fraudes des concours, examens et dans l'attribution des marchés et subventions d'Etat, la corruption et le pillage des ressources publiques, la ruine de l'Ecole et le chômage de la jeunesse. Les critiques et dénonciations se concentrent contre la volonté manifeste de Boni YAYI de se perpétuer au pouvoir soit directement ou par un de ses hommes avec la Lépi truquée.

Devant le naufrage du pouvoir en place, des soutiens d'hier entament une timide autocratie, reconnaissent qu'ils se sont trompés sur "l'homme YAYI" et demandent pardon au peuple.

Ce mouvement provient des individus, pas encore des partis qui ont amené et soutenu Boni Yayi. Néanmoins, il est l'amorce d'une attitude morale qui doit aller jusqu'au bout. En effet pour être sincère, l'excuse publique doit aller à l'exigence de la réparation des torts causés au peuple (par exemple la restitution du droit de grève aux douaniers) et surtout jusqu'à des propositions de mesures concrètes pour que les maux aujourd'hui dénoncés ne reviennent plus après le départ de Yayi. Sinon, il s'agirait simplement d'appeler à changer d'homme pour conserver le système d'arbitraire, de fraude et de corruption. **Or c'est le système de gestion du pays qui est en faillite et qu'il faut changer.**

Critiques et dénonciations du pouvoir de YAYI autocratique et demandes de pardon au peuple, si elles révèlent un renforcement de l'isolement du pouvoir de YAYI appellent donc à la nécessité d'un autre pouvoir basé sur un autre système de gouvernance du pays pour la garantie des libertés, le combat efficace contre la fraude et la corruption, le développement du pays.

A ce sujet, il est remarquable que c'est le Parti Communiste avec les partis et organisations membres de la Convention patriotique des Forces de Gauche qui proposent des mesures concrètes de rupture avec le système d'arbitraire, de fraude, de corruption et d'apatridie. Encore une fois, l'exposé de ces mesures dans le cadre du pouvoir des travailleurs et des peuples montre la différence d'avec le pouvoir actuel.

1- De la garantie des libertés.

a) **Sous le système en place:** Impunité, protection et promotion des auteurs des violations des libertés, de répression des réunions, des meetings, des marchés, des grèves et grévistes. En conséquence poursuite des violations quotidiennes des libertés.

b) **Sous le pouvoir des travailleurs et des peuples :** limogeage et traduction devant les tribunaux ordinaires des auteurs des violations des libertés.

Les libertés aux peuples sont donc garanties du fait de la répression des auteurs de violation de ces libertés.

2- De l'efficacité de la lutte contre la corruption, la fraude et le pillage des ressources publiques.

2-1 De la désignation des Directeurs Généraux, gestionnaires du bien public

a) **Sous le système en place:** Nomination par les ministres sans autre justification que devant le Chef de l'Etat en Conseil des Ministres. Même chose pour les coordonnateurs des projets. L'avis, encore moins l'accord des travailleurs n'est pas requis. La révocation est faite de la même façon par remplacement sans aucune explication aux travailleurs. Les fraudeurs et pilleurs sont libres et souvent promus !

b) **Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple :** Election et révocabilité sur la base de critères à définir par l'Assemblée Générale des travailleurs. Le pouvoir appartient aux travailleurs.

2-2 Suivi et contrôle de la gestion du bien public

a) **Sous le système en place:** Suivi et contrôle par un Comité de Direction à titre consultatif. Le pouvoir de décision appartient au ministre. Opacité et secret des accords et contrats. Aucun compte rendu de la gestion, des résultats des audits ou des contrôles n'est fait aux travailleurs.

b) **Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple :** Assemblée Générale des travailleurs et/ou des usagers concernés avec leurs comités. Publication des accords ainsi que des contrats avec les adjudicataires. Félicitations des dirigeants méritants. Destitution par les travailleurs et les citoyens des auteurs de pillage et de mauvaise gestion à déférer devant la justice. Les travailleurs étant les mieux placés pour connaître de ces faits.

3- Langues officielles et d'instruction

a) **Sous le système en place:** La langue officielle, d'instruction et d'administration est le français, la langue du colonisateur, langue étrangère aux populations. Les langues nationales sont méprisées. Analphabétisme massif et inculture des masses.

- b) *Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple* : Aucun privilège pour aucune langue. Toutes les langues parlées sont langues officielles d'instruction et d'administration dans leur terroir. Instruction de chacun et de tous à partir de sa langue maternelle, à commencer par les adultes. Organisation de l'instruction et de l'éducation de masse avec utilisation de tous les outils de communication, notamment l'internet.

4.- La liberté de produire

- a) *Sous le système en place*: Les monopoles étrangers sont priorités contre les producteurs nationaux. Aucune aide sérieuse aux producteurs nationaux (paysans, artisans, bourgeois nationaux) qui n'ont pas accès aux crédits bancaires pour la production. La Recherche scientifique est orientée vers les besoins extérieurs.
- b) *Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple* : Aide matérielle en formation et accès aux crédits aux entrepreneurs nationaux et notamment aux paysans et artisans organisés en coopératives sous des formes diverses. Facilités fiscales à ces entreprises pour la transformation sur place de nos produits. Enrayer l'analphabétisme. Formation et recyclage continu des producteurs. La recherche scientifique et technique orientée vers les besoins nationaux.

C'est avec ces mesures de promotion de la production nationale et de protection des producteurs nationaux que l'emploi à la jeunesse est assuré.

5- Sauvegarde du patrimoine national

- a) *Sous le système en place*: Privatisation et braderie aux monopoles étrangers des entreprises stratégiques y compris le patrimoine foncier. Pillage systématique des biens publics.
- b) *Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple* : Maintien et gestion rigoureuse des entreprises publiques. Retour dans le patrimoine public des entreprises des secteurs stratégiques de l'économie nationale. La terre est propriété éminente de l'Etat.

6- Attitude vis-à-vis des ressources traditionnelles

- a) *Sous le système en place*: Pas d'autonomie aux quartiers de ville et villages. Mépris et piétinement de nos langues et cultures. La justice officielle ignore nos us et coutumes, les jugements prononcés par les rois et notables. La sécurité officielle ne prend pas en compte les brigades de chasseurs et de jeunes (donkpè). La médecine officielle n'intègre pas les cliniques des tradithérapeutes. Flatteries et actes de courtisans auprès des dignitaires et actes de leur corruption pendant les périodes électorales.
- b) *Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple* : Appui et déploiement de toute la richesse du passé. Autonomie administrative jusqu'au niveau du village et quartier de ville. Langues locales comme langues d'instruction et d'administration dans leur terroir. Dans chaque village et quartier de ville : Justice locale aux mains des notables dans des tribunaux de conciliation ; Centre de santé associant médecins modernes et guérisseurs traditionnels reconnus comme agents de santé public; Bureau de poste avec connexion à l'Internet ; Les chasseurs et les brigades de jeunes reconnus en tant que force de sécurité officielle.

Les organisateurs des élections sont désignés par les populations et destituables par elles.

En conclusion

Sous le système en place: Le pouvoir appartient à la haute bourgeoisie alliée aux puissances étrangères, françaises notamment. Les monopoles étrangers et leurs productions sont privilégiés face aux initiatives de production nationales. Le pays et ses richesses sont systématiquement pillés au profit des puissances extérieures et des hauts bourgeois. Les exigences et revendications des travailleurs et des peuples sont méprisées et réprimées.

La méthode de gestion consiste en le déploiement de l'apatridie, de l'arbitraire, de la bureaucratie, du régionalisme.

Sous le pouvoir des travailleurs et du peuple : Le patriotisme, la démocratie, la probité et les libertés aux travailleurs et aux peuples. Une nouvelle constitution consacre ces volontés en loi.

Tous les partis du Renouveau, ceux de la mouvance, ceux de l'Union fait la Nation, du groupe dit ABT, ceux des nouveaux aventuriers politiques candidats aux prochaines élections présidentielles qui critiquent sans faire des propositions de rupture d'avec le système sont pour le maintien du système actuel en place qui leur garantit le pillage des ressources du pays et la répression des travailleurs et des citoyens qui protestent.

Le Parti Communiste du Bénin ainsi que les organisations de la démocratie révolutionnaire regroupées au sein de la Convention Patriotique des Forces de Gauche sont pour le pouvoir des travailleurs et des peuples, le pouvoir qui garantit vraiment les libertés, la bonne gestion et la promotion de la production nationale par la protection des producteurs nationaux. C'est ce pouvoir qu'il s'agit aujourd'hui d'instaurer en lieu et place de celui décadent et ignoble de Boni Yayi pour mettre fin à un éternel recommencement de la descente du pays dans le gouffre.